

## Peut-on débattre avec Christophe Guilluy ?

Le géographe, théoricien de la "France périphérique", annonce dans son dernier essai la disparition de la classe moyenne occidentale. Celui qui avait ouvert une réflexion intéressante sur les inégalités de territoires a radicalisé son discours. Quitte à refuser toute controverse ?



A Amiens, le 27 octobre 2016. Photo Martin Colombet

Consultant et essayiste, Christophe Guilluy, géographe de formation, a la réputation de refuser les débats avec des universitaires ou les interviews dans certains journaux, comme *Libé*. Pourtant, il y a matière à discussion. Son dernier livre, *No Society* (Flammarion, 2018), élargit à l'Occident des réflexions auparavant centrées sur la France et explique que les classes moyennes ont disparu, créant des sociétés de plus en plus polarisées.

D'un côté, Guilluy distingue des dominants vainqueurs de la mondialisation, volontairement retranchés à l'abri des grandes métropoles. De l'autre, l'ancienne classe moyenne blanche, appauvrie, se trouve selon lui reléguée dans les espaces ruraux et périurbains, ce que Guilluy englobe sous le terme "France périphérique" quand il ne s'intéresse qu'à l'Hexagone.

Ces perdants de la mondialisation conserveraient toutefois un *soft power* dont on trouve la trace dans la victoire de Trump et des partis populistes européens, qui défendraient les sujets jusqu'ici négligés par les élites :

*"Souverainisme, protectionnisme, préservation des services publics, refus des inégalités, régulation des flux migratoires, frontières, ces thématiques dessinent un commun, celui des classes populaires dans le monde", écrit-il.*

A ses contradicteurs, Guilluy oppose une fin de non-recevoir. Il invite à ne pas écouter "les médias" et "le monde académique", dont le discours a pour seul but de légitimer les dominants. A plus forte raison s'ils tentent d'introduire de la nuance :

*"Cette rhétorique [...] vise à mettre en avant la complexité pour mieux occulter le réel. Dans ce schéma, les classes populaires n'existent pas, la France périphérique non plus."*

Certains tentent pourtant le débat contradictoire. Dans la tribune qu'ils signent<sup>1</sup>, les membres de la revue en ligne *Métropolitiques*, spécialisée dans les questions d'aménagement urbain, appellent à des

<sup>1</sup> [https://www.liberation.fr/debats/2018/10/14/inegalites-territoriales-parlons-en\\_1685261](https://www.liberation.fr/debats/2018/10/14/inegalites-territoriales-parlons-en_1685261)

débats sur les enjeux socio-spatiaux que connaissent nos sociétés. Rédacteur en chef de la revue, Aurélien Delpirou<sup>2</sup> justifie l'initiative :

*"Les débats sont préemptés par quelques figures devenues référentes pour les médias et pour les politiques. Il y a un grand décalage entre les idées qu'ils véhiculent et les savoirs académiques."*

Premier objectif : critiquer les éléments qui fondent le raisonnement de Guilluy. Membre de *Métropolitiques*, la sociologue Anaïs Collet montre la difficulté à parler de disparition de la classe moyenne en France :

*"Même si on se limite aux "professions intermédiaires" de l'Insee, qui en forment le cœur incontestable pour les définir, les classes moyennes regroupent encore un quart des actifs, une proportion qui reste en croissance."*

La chercheuse réfute aussi l'hypothèse d'un décrochage des classes moyennes d'hier, qui seraient devenues les classes populaires d'aujourd'hui :

*"Depuis trente ans, les enfants des professions intermédiaires sont la catégorie qui a le plus progressé parmi les diplômés du supérieur, même si les plus fragiles sont effectivement en difficulté."*

Mais la controverse entre Guilluy et le monde universitaire dépasse les enjeux scientifiques, elle concerne aussi les questions politiques. Organisé autour de l'idée que

*"Guilluy contribue, avec d'autres, à alimenter des visions anxigènes de la France", le texte de Métropolitiques fait écho aux relations houleuses entre l'essayiste, géographe de formation, et les chercheurs.*

Le 9 octobre sur France Culture<sup>3</sup>, Jacques Lévy le présentait comme un

*"idéologue géographe du Rassemblement national".*

Le géographe précise à *Libération* :

*"Je ne veux pas dire qu'il serait mandaté par le RN. Mais sa vision de la France et de la société correspond à celle de l'électorat du parti."*

Dans *No Society*, la place qu'il accorde à la question identitaire et aux travaux de Michèle Tribalat, cités à droite pour défendre l'idée d'un "grand remplacement", plaide en ce sens. Difficile pourtant de situer politiquement Guilluy. Docteur en géographie, Laurent Chalard a retracé les étapes de sa réception politique. Il rappelle que ses premières tribunes furent publiées dans des journaux de gauche comme *Libé* dans les années 2000, et qu'il fut reçu à l'Elysée tant par Nicolas Sarkozy que par François Hollande.

*"Il a un fort prisme marxiste, avec la grande place donnée aux classes sociales, mais aussi une influence chevènementiste, avec un attachement à la souveraineté nationale", précise Chalard.*

---

<sup>2</sup> Trois signataires de la tribune sont cités dans cet article : Aurélien Delpirou, Anaïs Collet et Frédéric Gilli.

<sup>3</sup> <https://www.franceculture.fr/emissions/linvite-des-matins/salon-de-lautomobile-la-voiture-embleme-des-nouvelles-fractures-sociales>

Pour Lévy, l'opposition nette qu'il opère entre des métropoles mondialisées et des périphéries héritières de la France rurale le rattache à un courant conservateur.

*"On ne peut être progressiste si on ne reconnaît pas le fait urbain et la disparition des sociétés rurales", explique Lévy.*

A la question politique s'ajoute celle de la médiatisation.

*"Sa médiatisation débute en 2011-2012, lorsque ses thèses sont reprises par Sarkozy," explique Chalard. "Cela suscite une méfiance vis-à-vis de Guilluy, qui n'a pas de doctorat et se tient à l'écart du monde universitaire. Certains mandarins estiment que ce sont eux qui devraient avoir voix au chapitre."*

A rebours des premiers ouvrages comme l'Atlas des nouvelles fractures françaises ou Fractures françaises, plutôt bien accueillis par nombre d'universitaires qui disent y avoir trouvé des pistes de réflexion, ceux parus à partir de 2014 sont jugés plus polémiques et scientifiquement peu fondés, ce qui débouche sur un "Guilluy bashing" parfois jugé excessif. C'est le cas de Pierre Veltz, économiste et sociologue :

*"Même s'il n'était pas le premier, il a pointé le fait que les groupes en difficulté ne se trouvent pas uniquement dans les banlieues, qu'il y avait aussi un décrochage dans les périphéries"<sup>4</sup>, analyse-t-il avant de nuancer : "Mais contrairement à ce qu'il dit, les fractures sociales traversent les territoires."*

Même constat pour l'économiste Laurent Davezies :

*"Il s'est fait lyncher. Cela l'a poussé à radicaliser son discours."*

Avec ses deux derniers ouvrages, c'est bien cette "radicalisation" qui pose problème, car elle diffuse une vision pessimiste des questions sociales et spatiales qui, par son succès médiatique, devient une prophétie auto-réalisatrice.

*"Après dix ans à répéter les mêmes termes, vous construisez une réalité", explique l'économiste Frédéric Gilli, membre de Métropolitiques.*

Or, d'autres lectures sont possibles :

*"En France, les inégalités sont relativement contenues, grâce notamment à la redistribution. Elles sont bien plus fortes dans les pays anglo-saxons ou les pays émergents", souligne Veltz.*

Christophe Guilluy répondrait sans doute que son dernier livre s'intéresse désormais à tout l'Occident.

Pour l'équipe de Métropolitiques, qui signe la tribune, l'heure n'est plus aux attaques ad hominem. Il ne s'agit pas de refuser à Guilluy sa légitimité à parler, mais de revendiquer la possibilité de débattre pour élaborer une vision plus pertinente du territoire :

---

<sup>4</sup> La France invisible de Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (La Découverte, 2006).

*"La France a longtemps construit son imaginaire territorial autour des campagnes, par opposition à la ville. Malgré l'urbanisation du territoire, nous sommes restés dans ce mode binaire", explique Gilli, qui espère ainsi "une société plus apaisée".*

Pour cela, il faudra poursuivre les efforts de vulgarisation, dans les médias,

*"mais aussi dans nos cours, où nous ne cessons de vulgariser les connaissances", souligne Collet.*

Un défi : il est plus délicat d'émettre des idées complexes que des oppositions binaires entre dominants et dominés, ou entre métropoles et espaces périphériques. Pas facile de nuancer l'idée d'un crépuscule de la France sans nier pour autant les difficultés des territoires.